



LA LETTRE DE RAPPEL

Newsletter RAPPEL n°59 - Février / Mars 2017

31 mars 2017

A la Une

Publication du décret n°2017-312 du 9 mars 2017 relatif à l'intégration de la performance énergétique aux caractéristiques du logement décent

Le décret n°2017-312 du 9 mars 2017 relatif à l'intégration de la performance énergétique aux caractéristiques du logement décent (loi du 17.8.15 : art. 12 et loi du 6.7.89 : art. 6) a été publié au Journal officiel le 11 mars 2017. Il modifie les dispositions du décret n°2002-120 du 30 janvier 2002 (...)

[Lire la Suite](#)

Actualité

Fin de la trêve hivernale des coupures d'énergie le 31 mars : le médiateur national de l'énergie s'attend à une forte reprise des coupures pour impayés

La trêve hivernale des expulsions locatives, mais également des coupures d'énergie, prend fin le 31 mars prochain. Après un hiver plus rigoureux que le précédent, le médiateur national de l'énergie s'attend à une forte reprise des interruptions de fourniture d'électricité et de gaz naturel pour impayés. (...)

[Lire la Suite](#)

La proposition de loi sur le droit à l'eau reportée à une date indéterminée

Issue de travaux menés avec la Fondation France Libertés et plusieurs associations, la proposition de loi instaurant le droit d'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous avait été adoptée le 14 juin 2016 à l'assemblée nationale et par la commission du développement durable du sénat le 15 février 2017. (...)

[Lire la Suite](#)

Étiquette énergie : les consommateurs floués doivent être compensés

En cours de révision, la réglementation européenne sur l'étiquetage énergétique de nos appareils domestiques pourrait prévoir de dédommager les consommateurs qui auraient acheté un appareil plus énergivore, et donc plus cher à utiliser que ce qui était indiqué sur l'étiquette (classe C au lieu de A par (...))

[Lire la Suite](#)

Nouveau rattrapage tarifaire pour les tarifs réglementés de l'électricité

En juin 2016, le Conseil d'État a annulé deux arrêtés gouvernementaux qui avaient entraîné un gel puis une hausse de 2,5 % des tarifs réglementés au 1er novembre 2014. L'Anode (association nationale des opérateurs et détaillants en énergie), regroupant les concurrents d'EDF, avait en effet saisi le Conseil (...)

[Lire la Suite](#)

Outils

Deux nouvelles aides de l'ANAH à destination des copropriétés fragiles

On estime en France que 180 000 copropriétés en situation de fragilité nécessitent un accompagnement pour des travaux de rénovation énergétique. Face à ce constat, l'ANAH propose depuis le 1er janvier 2017 deux nouvelles aides aux copropriétés dites « fragiles », qui s'inscrivent dans le plan triennal (...)

[Lire la Suite](#)

Guide de l'ADEME "Ravalement, rénovation de toiture, aménagement de pièces : quand devez-vous isoler ?"

Lors de travaux de rénovation des bâtiments (ravalement de façade, rénovation de toiture, aménagement de pièces pour les rendre habitables), il peut être obligatoire depuis le 1er janvier 2017 de coupler les travaux prévus avec des travaux d'isolation thermique (cf. Décret n° 2016-711 du 30 mai 2016 (...))

[Lire la Suite](#)

L'individualisation des frais de chauffage en vigueur au 31/03/2017 pour les immeubles les plus énergivores

A compter du 31 mars 2017, les immeubles dont la consommation de chauffage de l'immeuble est supérieure à 150 kWh/m² de surface habitable (SHAB) par an doivent être équipés d'appareils de mesure permettant de déterminer la quantité de chaleur consommée dans chaque logement. Cette obligation sera (...)

[Lire la Suite](#)

L'ANAH et AG2R LA MONDIALE testent une aide complémentaire

L'ANAH et AG2R LA MONDIALE expérimentent un dispositif d'aides complémentaires pour la rénovation énergétique et l'adaptation des logements au vieillissement des ménages modestes. Expérimenté sur 18 mois dans quatre régions (Grand Est, Bourgogne-Franche-Comté, Île-de-France, PACA), l'aide complémentaire (...)

[Lire la Suite](#)

A Lire

Les ménages et la consommation d'énergie

Face aux défis que doit relever la politique énergétique, éclairer les débats en s'appuyant sur des données objectives est crucial. L'enquête « Performances de l'Habitat, Équipements, Besoins et Usages » (Phébus), réalisée par le service statistique du ministère chargé de l'énergie, vise à y contribuer. (...)

[Lire la Suite](#)

Initiative "Rénovons !" : un scénario pour éradiquer les passoires thermiques

Une étude exclusive réalisée par SIA Partners pour le compte de l'initiative « Rénovons ! » permet pour la première fois de chiffrer tous les impacts de la rénovation des passoires énergétiques en France. Douze millions de personnes, soit près de 6 millions de ménages, sont en situation de précarité (...)

[Lire la Suite](#)

Moisissures dans le bâti : avis et rapport de l'Anses

L'Anses (agence nationale de sécurité sanitaire) a publié les résultats de son expertise relative aux moisissures dans les bâtiments, qui constituent un enjeu fort de santé publique en raison de leurs effets avérés sur la santé respiratoire, de la part importante de logements concernés et de (...)

[Lire la Suite](#)

Rapport 2017 sur l'état du mal logement en France

La 22e édition du rapport annuel sur l'état du mal-logement de la Fondation Abbé Pierre dessine le portrait d'une France fracturée par la crise du logement. 4 millions de personnes sont sans abri, mal logées ou sans logement personnel. 3 Français sur 4 jugent leur pays comme inégalitaire, le logement (...)

[Lire la Suite](#)

Retours d'Expériences

Dives-sur-Mer choisit le bail à réhabilitation

Le bail à réhabilitation permet aux propriétaires de logements voire d'immeubles en mauvais état, mais qui ne peuvent ou ne veulent pas engager de travaux immobiliers, de les faire réhabiliter par un organisme qui prendra en charge la réalisation des travaux ainsi que la gestion locative en direction (...)

[Lire la Suite](#)

Webinaire n°16 du RAPPEL : service civique et transition énergétique

L'Agence du Service Civique a entre autres pour mission de développer le Service Civique en contribuant à l'émergence d'une offre de missions de Service Civique en nombre suffisant pour permettre à tous les jeunes de 16 à 25 ans qui le souhaitent de s'engager au service d'un projet collectif, (...)

[Lire la Suite](#)

Le Thermo'Kit : une malette d'instruments de mesure à la disposition des ménages

Le Thermo'Kit est une mallette d'une dizaine d'instruments, imaginée par l'association Hélianthe en région Rhône-Alpes, pour réaliser soi-même un bilan énergie et qualité de l'air intérieur de son logement, que ce soit un appartement ou une maison. Afin de faciliter l'accès des habitants à cette mallette, (...)

[Lire la Suite](#)

Agenda

Programme "porteurs d'idées énergétiques" : soirée-débat le 4 mai 2016, à Paris (12è)

Le 4 mai prochain, l'ensemble des parties-prenantes du programme "porteurs d'idées énergétiques" se réunit à Paris pour une après-midi de travail et une soirée-débat. L'événement a lieu dans les locaux de MakeSense (11 Rue Biscornet, 75012 Paris - métro Bastille), partenaire du programme. À partir de 18h, (...)

[Lire la Suite](#)

Formation "Les travailleurs sociaux face à la précarité énergétique : Comprendre et Agir" - Les 27-28 avril puis le 30 juin 2017, à Nancy (54)

On estime à 5,6 millions le nombre de ménages en situation de précarité énergétique, soit 1 sur 5. Les travailleurs sociaux, dans la mesure où ils sont amenés à faire des visites à domicile auprès des familles en difficulté, peuvent repérer les situations de précarité énergétique et agir, (...)

[Lire la Suite](#)

1ère rencontre nationale du Répaar - le 12 avril 2017 à Paris (9è)

Oïkos et les Compagnons Bâisseurs animent depuis 2016 le RéPAAR (Réseau Pluriel de l'Accompagnement à l'Auto-Réhabilitation) qui réunit des opérateurs (artisans, entreprises du bâtiment, architectes, associations, établissements publics, ...) qui réalisent, ou souhaitent réaliser, des projets (...)

[Lire la Suite](#)

Session de sensibilisation "Les collectivités territoriales au cœur des actions de lutte contre la précarité énergétique" - le 1er juin 2017 de 10h à 12h

La loi Grenelle 2 de 2010 a introduit une définition officielle de la précarité énergétique dans la loi Besson de 1990 visant à la mise en oeuvre du droit au logement. Depuis, cette notion de précarité énergétique s'est largement répandue, des politiques publiques ont émergé et des objectifs nationaux ont (...)

[Lire la Suite](#)
